

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 16 au 20 novembre 2015

4 000 courriers ont été reçus depuis les attentats de vendredi. Cette fiche se concentre sur les réactions à l'actualité de la semaine, hors témoignages d'émotion, de condoléance et de soutien au PR pour sa gestion de la crise.

Discours devant le Congrès réuni à Versailles

335 personnes ont réagi au discours de Versailles. 37% d'entre elles remercient vivement le Chef de l'Etat pour **son discours qui les a « rassurées »** et leur a **« redonné la fierté d'être françaises »**. L'attitude *« combative »* du PR est particulièrement saluée : *« J'ai entendu, moi simple citoyenne, un chef qui veut nous mener vers une victoire »* ; *« J'ai peur depuis vendredi, vos propos m'ont rassurés, merci »*.

39% réagissent aux annonces sécuritaires. Ce qui ressort de ces messages **c'est une forte attente de cohérence entre la fermeté du discours et l'action**. Pour eux, la proclamation de l'état d'urgence et de l'état de *« guerre »* doit s'accompagner de mesures exceptionnelles et d'une **action efficace sur la durée, souvent bien au-delà du cadre énoncés** : *« Profitez de l'état d'urgence pour nettoyer à fond les banlieues »*, *« Ne fermez pas les frontières pendant deux mois et ensuite on oublie »*.

L'annonce de l'augmentation des effectifs des forces de l'ordre est accueillie favorablement, notamment par de **nombreux Français qui cherchent aujourd'hui un moyen de se rendre utiles à leur pays et veulent intégrer ces effectifs**. De même l'annonce de la constitution d'une garde nationale a canalisé les propositions de constitutions de *« milices »* reçues les premiers jours.

Compris et accepté, le prolongement de l'état d'urgence a toutefois commencé à la fin de la semaine à soulever quelques réserves des sympathisants de gauche qui craignent les conséquences d'un virage sécuritaire : *« J'ai quand même quelques inquiétudes concernant la prolongation de l'état d'urgence car il n'est pas bon de faire perdurer de tels dispositifs »*, *« Je suis fermement opposé à la banalisation des états d'exception »*.

Le projet de révision de la constitution est pour sa part mal compris, considéré avant tout comme une démarche visant à renforcer les pouvoirs du Chef de l'Etat. Une pétition a d'ailleurs été initiée cette semaine : *« Je comprends votre initiative de modifier la Constitution, mais je suis très inquiète sur la nature précipitée de cette révision. Dans le climat aussi grave que celui que nous subissons aujourd'hui, la préservation de la démocratie doit être une priorité »*.

L'hypothèse de la **déchéance de nationalité** de certains binationaux n'est à ce stade contestée que par **quelques personnes inquiètes de son utilisation en cas de victoire de M. Le Pen en 2017**.

Les 8% de déceptions regrettent notamment **l'absence d'annonce sur la lutte contre l'islam radical**.

Enfin **23% des réactions abordent la question de réponse internationale**. Pour l'instant beaucoup approuvent la position du PR en Syrie. Mais **l'intensification des frappes divise** les partisans d'une réponse militaire forte et efficace pour *« en finir avec Daech »* et les opposants à la guerre qui estiment que *« de nouvelles violences ne conduiront qu'à davantage de chaos »* et que *« les bombardements tuent nécessairement des civils »*. Derrière ces courriers on trouve la **crainte de renforcer encore les terroristes**. Le rapprochement avec la Russie n'a fait l'objet que de 8 commentaires partagés.

Assaut en Seine-Saint-Denis

Tous les correspondants qui ont réagi à l'assaut donné à Saint-Denis mercredi rendent **hommage aux forces de l'ordre**, dont quelques-uns se réjouissant de la mort d'A. Abaaoud. Certains ont fait part de leur surprise à l'annonce du suicide d'une femme kamikaze, d'autres ont rebondi sur l'information pour rappeler leur opposition au port du voile intégral, « *susceptible de dissimuler une ceinture d'explosifs* ».

Beaucoup se sont également émus de la mort du chien Diesel et demandé sa décoration.

Emergence d'une réflexion sur la place de l'Islam en France et la lutte contre l'islamisme radical

En-deçà de ce qui avait été enregistré au lendemain des attaques contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher, les réflexions sur l'Islam en France **émergent progressivement**.

Le port du voile intégral et la gestion des imams radicaux sont des points particuliers de fixation. Les correspondants en **appellent essentiellement au respect de la loi face à des entorses trop longtemps tolérées** : « *Nous devons maintenant faire en sorte de ne plus tolérer cela pour la sécurité des Français* », « *Il faut assécher les sources du radicalisme au sein des mosquées* », « *Les propos de l'imam de Brest ont largement été relayés, comment encore tolérer ce genre de comportement ?* ».

D'autres se concentrent davantage sur **les causes sociales de la radicalisation** et appelle le gouvernement à proposer un projet de société à même de récupérer cette jeunesse « *à la dérive et en mal d'espoir* » : « *Le fanatisme se nourrit de la désespérance sociale et du manque de considération dont souffre particulièrement les banlieues et les jeunes. L'absence de mixité sociale et des services de la Nation dans certaines parties du territoire font qu'une partie de la population a le sentiment qu'elle ne fait pas partie de la République* ».

Débats à l'Assemblée Nationale

Quelques personnes se sont offusquées de la tonalité des débats à l'Assemblée nationale, mardi. Le sentiment de honte prédomine devant le « *comportement indigne de ceux qui se nomment des républicains* », aucun ne mettant en cause l'attitude de la classe politique en général.

Par ailleurs, **les propos du Premier ministre concernant la potentialité d'une attaque chimique ou bactériologique ont provoqué à ce jour une poignée de messages relayant inquiétudes et frustrations qu'une telle annonce ne soit pas suivie de la mise en œuvre d'un plan de protection** : « *Cela signifie-t-il que des mesures vont être prises pour protéger la population notamment par la distribution à grande échelle de masques ?* ». Deux intervenants ont fustigé des « *déclarations stériles et alarmistes* » : « *J'ai été très choquée. Son rôle n'est pas d'effrayer la société mais au moins d'essayer de les rassurer dans ces moments assez difficiles* ». /.